



Date de dépôt : 31/07/2023

Demandeur : PHARMACIE ROCHE
pharmacie.roche62116@gmail.com

Pour la mise en place du groupe extérieur de la pompe à chaleur

Adresse terrain : 62 RUE DIERVILLE
62111 6BUCQUOY

Commune de BUCQUOY

ARRÊTÉ
de non-opposition à une déclaration préalable
au nom de la commune de BUCQUOY

La Maire de BUCQUOY,

Vu la déclaration préalable présentée le 31/07/2023 par la SELARL PHARMACIE ROCHE représentée par Madame ROCHE CELINE, 62 RUE DIERVILLE à BUCQUOY 62116 ;

Vu l'objet de la déclaration :

- pour la mise en place du groupe extérieur de la pompe à chaleur Air/Air réversible (chaud et froid) qui sera positionné sur la partie privative du sas d'entrée existant et couvert du commerce de pharmacie. Le groupe de la PAC n'empiètera pas sur le domaine public, ni sur le trottoir, ni sur le parking de la zone commerciale, très peu de visibilité, le groupe étant intégré dans un coffre en alu laqué à l'identique de la couleur des menuiseries extérieures de la pharmacie, coffre composé de 5 faces, faces avant et arrière, parties latérales et dessus, panneaux démontables pour la maintenance constitués de persiennes en alu pour apport de flux d'air nécessaire pour le bon fonctionnement et réduit le bruit, dimensions HT 1m10, longueur 1m25 et profondeur environ 65cm. Elle sera posée au sol sur un socle béton carrelé d'une hauteur d'environ 20cm. Par rapport au parking l'entrée se retrouve en contre bas, elle est cachée par le pilier d'angle et par les plantations des végétaux.
- sur un terrain sis 62, RUE DIERVILLE à BUCQUOY (62116) ;
- sans création de surface de plancher ;

Vu la date d'affichage de la demande en mairie, le 31/07/2023 ;

Vu les pièces fournies en date du 31/07/2023 ;

Vu le code de l'urbanisme ;

Vu le Plan Local d'Urbanisme intercommunal (P.L.U.i) de la CC du Sud-Artois approuvé par délibération du 3 mars 2020 et modifié le 7 juin 2021 ;

Considérant que le projet se situe en zone UB du PLUi ;

Considérant l'objet de la demande ;

ARRÊTE

Article Unique

Il n'est pas fait opposition à la déclaration préalable.

Observations :

- Toute construction nouvelle ou installation nouvelle doit prévoir son raccordement au réseau de communication numérique.
- Le pétitionnaire est informé qu'il est redevable de la **Redevance d'Archéologie Préventive** dont le montant lui sera communiqué ultérieurement.
- Le pétitionnaire est informé, qu'à l'issue des travaux, une déclaration devra être effectuée auprès des services fiscaux pour le calcul des impositions. Cette déclaration est à effectuer sur l'espace sécurisé depuis le site <https://www.impots.gouv.fr/>, rubrique Gérer mes biens immobiliers

- La présente décision est transmise au représentant de l'Etat dans les conditions prévues à l'article L.2131-2 du code général des collectivités territoriales.

Le (ou les) demandeur peut contester la légalité de la décision dans les deux mois qui suivent la date de sa notification. A cet effet il peut saisir le tribunal administratif territorialement compétent d'un recours contentieux, notamment au moyen de l'application informatique « Télécours citoyen » accessible par le biais du site www.telerecours.fr.

Tout usager, dès lors qu'il s'est identifié, peut adresser au ministère de la Justice par voie électronique une demande, une déclaration, un document ou une information, ou lui répondre par la même voie sans que celle-ci ne puisse lui demander de répéter ou confirmer sa saisine par une autre voie qui ne serait pas dématérialisée. La Saisine par Voie Electronique (SVE) donne le droit à l'administration de répondre à l'utilisateur également par voie électronique, sauf si ce dernier l'a expressément refusé.

Il peut également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision ou d'un recours hiérarchique le Ministre chargé de l'urbanisme ou le Préfet pour les arrêtés délivrés au nom de l'Etat. Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse (l'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite).

Durée de validité de la déclaration préalable :

Conformément à l'article R.424-17 du code de l'urbanisme, l'autorisation est périmée si les travaux ne sont pas entrepris dans le délai de 36 mois à compter de sa notification au(x) bénéficiaire(s). Il en est de même si, passé ce délai, les travaux sont interrompus pendant un délai supérieur à une année. En cas de recours le délai de validité de la déclaration préalable est suspendu jusqu'au prononcé d'une décision juridictionnelle irrévocable.

Conformément aux articles R.424-21 et R.424-22, l'autorisation peut être prorogée pour une année si les prescriptions d'urbanisme de tous ordres et le régime des taxes et participations n'ont pas évolué. Dans ce cas la demande de prorogation est établie en deux exemplaires et adressée par pli recommandé ou déposée à la mairie deux mois au moins avant l'expiration du délai de validité.

Le (ou les) bénéficiaire du permis / de la déclaration préalable peut commencer les travaux après avoir :

- installé sur le terrain, pendant toute la durée du chantier, un panneau visible de la voie publique décrivant le projet. Le modèle de panneau, conforme aux prescriptions des articles A. 424-15 à A. 424-19, est disponible à la mairie, sur le site internet urbanisme du gouvernement, ainsi que dans la plupart des magasins de matériaux).

Attention : l'autorisation n'est définitive qu'en l'absence de recours ou de retrait :

- dans le délai de deux mois à compter de son affichage sur le terrain, sa légalité peut être contestée par un tiers. Dans ce cas, l'auteur du recours est tenu d'en informer le (ou les) bénéficiaires du permis au plus tard quinze jours après le dépôt du recours.

L'autorisation est délivrée sous réserve du droit des tiers : elle a pour objet de vérifier la conformité du projet aux règles et servitudes d'urbanisme. Elle n'a pas pour objet de vérifier que le projet respecte les autres réglementations et les règles de droit privé. Toute personne s'estimant lésée par la méconnaissance du droit de propriété ou d'autres dispositions de droit privé peut donc faire valoir ses droits en saisissant les tribunaux civils, même si l'autorisation respecte les règles d'urbanisme.

Les obligations du (ou des) bénéficiaire de l'autorisation :

Il doit souscrire l'assurance dommages-ouvrages prévue par l'article L.242-1 du code des assurances.

Le présent arrêté a été - Notifié le 07/08/2023
 - Affiché le 07/08/2023
 - Transmis au contrôle de légalité le 07/08/2023